

Regard

sur la situation politique et sociale en Colombie

Propos recueillis par Olivier Jakobowski

D DEPUIS OCTOBRE 1999, Malik Tabarchaouch suit un Doctorat Études des sociétés latino-américaines dans le cadre de l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine à la Sorbonne Paris 3. Son sujet de thèse est « Le paradigme de la théologie de la libération » sous les directions de Jean Pierre Bastian (sociologie des religions) et Jean Michel Blanquer.

Malik a d'abord vécu à Mexico au Mexique et en Janvier 2002, il s'est installé à Bogota, capitale de la Colombie. Il y est actuellement Professeur de la Pontificia Universidad Javeriana en Histoire des idées politiques et Sociologie Politique.

Il débute, pour le site L'Un [est] l'Autre, une série d'interviews pour nous faire partager ses expériences en Amérique latine et pour contribuer à nous éclairer sur la situation politique et sociale dans cette partie du Monde. Dans cet article il aborde sa vision de la situation en Colombie.

L'Un [est] l'Autre : Depuis maintenant plusieurs décennies, des gens de toutes sortes se sont armés pour constituer des forces d'opposition au gouvernement (aussi nommé guérilla) dont les plus vastes sont la FARC-EP et l'Armée de libération nationale (ELN)... Peux-tu faire un bref historique de l'histoire de ces mouvements d'organisation de la société civile colombienne ?

Malik Tahar-Chaouch : Il ne serait pas tout à fait exact de considérer ces mouvements comme des types d'organisation de la société civile colombienne. Une guérilla classique (comme le sont la FARC et l'ELN) définit un ensemble d'objectifs militaires et politiques dans l'optique de la prise de pouvoir. Les relations qu'elle entretient avec les pouvoirs politiques et avec la société dans son ensemble sont conditionnés par la nature de ces objectifs. La société civile définit au contraire des types d'organisation de la société qui défendent les projets et les intérêts propres à cette société. Elle définit des objectifs politiques mais ne s'oriente pas principalement en fonction d'une stratégie de prise de pouvoir, même si chaque organisation est finalement conditionnée par ses propres intérêts institutionnels. Nous pourrions à la limite considérer la guérilla zapatiste au Mexique comme représentative d'un nouveau type de guérilla qui n'est pas dominée par des stratégies classiques de prise de pouvoir. Ce bon mot du sous-commandant Marcos semble le confirmer : « Nous ne voulons pas prendre le pouvoir sinon l'exercer. » Les deux termes, « prendre le pouvoir » et « exercer le pouvoir », ne s'excluent pas mais il n'apparaît plus une relation hiérarchique de cause à effet entre les deux : prendre le pouvoir pour l'exercer.

Le pouvoir s'exerce avant de se prendre et le pouvoir peut se prendre sans s'exercer dans le sens que définissent les objectifs de la prise de pouvoir. C'est une rhétorique nouvelle inspirée par la culture d'organisation des communautés indigènes et les alliances avec la société civile qui se différencie de l'imaginaire révolutionnaire de confrontation radicale et définitive qui dominait le continent depuis les années 60 mais y trouve ses propres généalogies.

En revanche, la FARC et l'ELN semblent s'être éloignés des préoccupations et des intérêts de la société colombienne. Elles ont leurs bases sociales et contrôlent des territoires mais il semble que leur légitimité soit davantage conditionnée par le pouvoir effectif qu'elles exercent sur ces territoires et sur certains acteurs sociaux que par la persistance d'aspirations idéologiques partagées par la société. Dans les territoires qu'elle contrôle, la FARC assure certaines des fonctions d'un État (sécurité, police, justice, organisation économique et sociale) qui lui confèrent sa légitimité. Mais deux exemples montrent la faiblesse idéologique du type de légitimité que construisent les guérillas colombiennes.

Les premiers groupes d'autodéfense anti-guérillas qui sont apparus semblent s'être développés au sein d'ex-bases sociales des guérillas. C'est une théorie difficile à démontrer pour la difficulté d'accéder aux sources mais que défend un ami sociologue colombien qui a enquêté dans la région concernée. Ce que je développe ici est donc à mettre au conditionnel. À l'époque des négociations de paix entre la FARC, le M19 et le gouvernement de Betancourt, entre 1982 et 1986, il s'est développé au sein de l'armée colombienne un programme d'alignement sur la politique de paix du gouvernement. L'armée est donc interve-

nue dans les territoires dominés par les guérillas pour développer des programmes de développement social et économique. Elle aurait peu à peu gagné la confiance des populations qui auraient essayé de tirer à la fois partie de la présence de l'État et de la présence des guérillas. L'armée se serait finalement servie d'une partie de la population pour s'informer sur les déplacements des guérillas. Elle aurait ensuite favorisé l'autodéfense de ces ex-bases sociales des guérillas face aux représailles qu'auraient occasionné sa concurrence et face à un impôt révolutionnaire moins légitime du fait du renouveau de la présence de l'État. Nous savons que le narcotrafic et la volonté d'acteurs sociaux et économiques traditionnellement opposés aux guérillas ont joué un rôle déterminant dans la transformation idéologique et l'organisation systématique de ces groupes de défense en groupes d'attaque (les groupes paramilitaires) mais leur travail aurait été facilité par l'existence antérieure de ces groupes d'autodéfense. C'est une hypothèse probable pour expliquer la rupture entre les guérillas et une partie de leurs ex-bases sociales. Plus généralement, il ne faut pas perdre de vue que les relations entre les acteurs armés et les populations sont conditionnées par les déplacements des frontières du conflit et les alliances conjoncturelles. C'est toujours l'intervention d'un second acteur armé sur un territoire contrôlé par un premier acteur armé qui provoque la violence massive sur les populations accusées par chacun de servir l'ennemi.

Une autre guérilla, l'EPL (l'Armée Populaire de Libération), s'est démobilisée en même temps que le M19 au début des années 90. Or, il semble que de nombreux membres des groupes paramilitaires proviennent d'ex-guérilleros de l'EPL : acteurs ruraux sommés de prendre position par d'autres guérillas et acteurs non réinsérés. Nous voyons une autre fois comment les intérêts sociaux et les circonstances du conflit prennent le dessus sur les convictions idéologiques. Je n'irai pas jusqu'à dire que l'idéologie ne joue plus aucun rôle dans ce conflit, ce serait excessif, mais la réalité est plus complexe et évasive que les discours.

Néanmoins, à leurs débuts, la FARC et l'ELN avaient répondu à des aspirations idéologiques continentales et nationales indéniables.

L'impulsion fondamentale des guérillas latino-américaines est l'anti-impérialisme. Les États nationaux-populistes du continent ensuite renversés par les régimes militaires avaient développé une rhétorique anti-impérialiste fondée sur des projets d'intégration nationale et des programmes protectionnistes de développement industriel dans lesquels l'État devait assurer la cohésion civile, le développement économique et la redistribu-

tion sociale. Ces régimes politiques produisent des attentes et des désillusions qui provoquent la radicalisation des classes moyennes, notamment universitaires, ouvrières et paysannes. Les discours de l'époque assument que les élites politiques latino-américaines sont dominées par des classes sociales, notamment la oligarchie, naturellement alliées avec les « forces impérialistes » et que la lutte armée contre les classes sociales dominantes en Amérique Latine coïncide avec la lutte armée contre l'impérialisme et la dépendance externe. C'est dans ce climat de définition d'une confrontation radicale à l'issue unique que se développent les guérillas sur l'ensemble du continent.

En Colombie, la FARC ou l'ELN développent une rhétorique particulièrement anti-impérialiste et nationaliste. Les noms des guérillas l'indiquent. Le discours marxiste-léniniste de la FARC est postérieur à la naissance des groupes de paysans armés qui la constituent. Ces groupes viennent des guérillas libérales qui luttaient contre les conserva-

teurs. Ils caractérisent une frange plus populiste sans doute des guérillas libérales qui se sent trahie par l'alliance entre les élites libérales et conservatrices en 1957. Dans le climat idéologique des années 60 et après une répression violente de ces groupes de paysans qui refusent de rendre les armes (mais se contentent de défendre leurs territoires), la FARC adopte donc un discours d'opposition radicale à ce qu'elle appelle l'alliance oligarchique entre libéraux et conservateurs alliés avec l'impérialisme nord-américain. L'ELN est une guérilla qui naît dans le même climat de radicalisation idéologique des classes moyennes, ouvrières et paysannes. Elle s'installe dans les zones rurales mais elle recrute dans les universités où elle développe des ailes politiques et se caractérise par une triple influence chrétienne, universitaire et urbaine. Elle a ses héros religieux : Camilo Torres, un prêtre colombien et brillant étudiant de l'Université de Louvain en Belgique, qui choisit la voie des armes et meurt au milieu des années 60 dans des combats contre l'armée ; Manuel Pérez, un prêtre espagnol qui constitue toujours l'une de ses principales figures. Le M19 est une autre guérilla historiquement importante qui naît un peu plus tard. Elle naît de la convergence entre des secteurs plus radicaux de l'ANAPO, un parti politique de type populiste, et des secteurs du parti communiste colombien. Elle est essentiellement urbaine et universitaire. Elle se démobilise au début des années 90. Pizarro, son principal leader, candi-

dat à la présidentiel dans les années 90, est assassiné par les paramilitaires.

Toutes ces guérillas s'opposent donc au bipartisme conservateur et libéral au nom de l'anti-impérialisme et de la lutte contre la domination de classes mais aussi contre la corruption, la répression politique et l'injustice sociale. Leur évolution ultérieure associe néanmoins aussi la FARC et l'ELN à la violence politique contre la société, et dans le cas de la FARC, aux luttes pour le contrôle (partiel) du marché du narcotrafic.

L&L : La Colombie continue à connaître l'un des taux d'homicide les plus élevés du monde. On parle de destruction de villages, de décapitation publique d'innocents, de viols... Quels sont les organisations responsables de ces actes de barbarie ? Que fait l'État colombien pour enrayer cette violence ?

« Nous ne voulons pas prendre le pouvoir sinon l'exercer. »

M. T.-C. : La question des causes de la violence en Colombie est un éternel sujet de réflexion et de discussion. La Colombie a

le plus haut taux d'homicides du monde. J'ai déjà précisé dans la chronique antérieure l'importance de la décomposition sociale, de la violence intra-familiale, de la délinquance commune et du narcotrafic dans les chiffres de la violence en Colombie. Néanmoins la problématique de la violence définit un ensemble de facteurs interdépendants qui ne permettent pas de l'aborder seulement depuis une seule perspective. Je n'envisagerai pas l'argumentation anthropologique qui rappelle les origines anthropophages de certaines tribus natives du territoire colombien ou qui se réfèrent à la nature violente du peuple colombien comme un fait historique parce qu'elle ne s'efforce pas vraiment d'analyser les causes historiques et sociologiques de cette violence.

Le premier facteur souvent évoqué sont les inégalités sociales et la concentration des richesses dans une minorité de la population colombienne. Néanmoins il faut admettre que cette hypothèse ne peut pas expliquer pourquoi la Colombie est le seul pays d'Amérique Latine où les guérillas apparues dans les années 60 ont survécu. Le Brésil est par exemple un pays plus inégalitaire que la Colombie. Il existe en outre en Colombie une classe moyenne solide et relativement étendue. Enfin, le système socio-économique colombien n'a pas été détruit par l'état permanent de conflit que connaît le pays. Il a au contraire intégré les dynamiques du conflit à son propre fonctionnement. Il est indéniable qu'en Colombie comme partout ailleurs en Amérique Latine les

disparités sociales constituent une caractéristique importante de ces sociétés et de leurs problèmes internes mais, de ce point de vue, la Colombie ne constitue pas un cas à part.

D'autres évoquent alors la faiblesse de la présence de l'État. D'abord que l'État ne parvient pas à imposer le respect de la légalité. Ensuite que l'État n'est pas suffisamment présent sur le terrain de l'investissement social. Néanmoins des analyses économiques récentes ont démontré qu'une augmentation de l'investissement social dans des zones géographiques déterminées ont provoqué un accroissement de la violence parce que cet investissement accroît les concurrences et les convoitises des acteurs armés dans les zones concernées. En outre, partout où l'État prétend retrouver son autorité à travers des solutions répressives, il positionne tous les acteurs du conflit dans la zone concernée et provoque une intensification du conflit.

L'appui du Plan Colombie aux politiques répressives de l'État rappellent l'importance de l'impact de l'impérialisme nord-américain dans cette région. C'est un fait que les États-Unis ont des projets et des intérêts à défendre en Colombie : intérêts et projets d'exploitation liés aux matières premières du sol colombien et aux ressources biologiques uniques du pays et projet de construction d'un nouveau canal dans la région d'Antioquia pour remplacer le canal de Panama. En outre, la Colombie est stratégique dans l'optique de l'ouverture des marchés économiques, de la stabilité politique et du contrôle du narcotrafic dans la région. Le narcotrafic colombien est le principal vendeur de drogue sur le marché nord-américain et les USA vendent les armes à la Colombie. Au-delà de leur discours officiel sur la recherche de la sécurité mondiale, il est évident que les intérêts et les stratégies réelles des USA représentent un danger majeur pour la paix mondiale. Néanmoins l'évocation des causes externes du conflit, incontournables, a souvent été un prétexte pour ne pas affronter la complexité des problématiques régionales et nationales. La gauche colombienne en a fait un usage abusif pour ne pas affronter ses propres contradictions et difficultés. Ce facteur doit toujours être mis en avant mais complété par d'autres analyses qui puissent renforcer la lucidité des groupes qui l'évoquent.

Un autre facteur important est donc le rôle du narcotrafic. Les groupes paramilitaires et les grands narcotrafiquants (Ochoa, Escobar) apparaissent ensemble comme des acteurs incontournables du conflit colombien et de la décomposition sociale dans les années 80. Mais ensuite le narcotrafic s'étend à la classe politique et aux guérillas. Les alliances et les conflits qu'il suscite sont d'une extrême complexité. Le narcotrafic

peut s'allier avec la délinquance commune ou avec les paramilitaires. Les paramilitaires peuvent se retourner contre la délinquance commune. Des groupes paramilitaires peuvent se convertir en groupes de délinquance commune. Les guérillas et la délinquance commune peuvent éventuellement s'échanger des otages. Des groupes guérilleros échappent au contrôle de leurs supérieurs et se transforment en véritables groupes de banditisme. Le narcotrafic ne constitue pas un acteur unifié mais affecte de multiples acteurs qui s'affrontent et s'allient en fonction des circonstances et des intérêts du moment. Les grands cartels des années 80 ont joué un rôle politique important quand ils se sont situés sur la scène politique pour lutter contre la possibilité d'extradition de ses membres vers les États-Unis. À cette époque, le ministre de la justice de Betancourt, favorable à l'extradition, fut assassiné. Certains scientifiques sociaux en arrivèrent à penser que les grands cartels de drogue colombiens étaient entrain d'inventer leur propre idéologie. Depuis lors, les grands cartels ont été démantelés et le marché de la drogue se recompose en fonction d'une multitude d'acteurs peut-être moins puissants mais encore plus difficiles à contrôler. De fait, le Plan Colombie justifie la politique répressive de l'État colombien sur la base de l'analyse selon laquelle le narcotrafic serait la principale cause de l'instabilité régionale et, en particulier, de la survie des guérillas alimentées par des sources de financement inespérées. Néanmoins il faudrait alors pouvoir expliquer pourquoi la société colombienne et l'État colombien n'ont pas pu résister au développement de l'économie illégale dans le pays.

Dans un sens encore plus pessimiste, certains scientifiques sociaux pensent que le conflit s'est installé à l'intérieur du pays jusqu'à s'institutionnaliser et que, de ce point de vue, envisager la fin du conflit est très difficile. Quand ils se situent depuis la perspective de l'État, ils

« *Nous nous
revoyons
dans
20 000 morts.* »

définissent une véritable guerre des groupes armés contre une société toujours prise au piège entre eux. Quand ils accusent l'État colombien de ne pas vraiment prendre partie en faveur de la défense de la société, ils envisagent une véritable administration de la terreur. La rumeur a couru que lorsque les négociations de paix entre la FARC et l'État ont été interrompues, un représentant de la FARC aurait dit à un représentant de l'État, avec un ton presque amical : « Nous nous revoyons dans 20 000 morts. » Il m'est arrivé de blaguer avec des membres d'ONG sur le fait

que quand il n'y aura plus de guerre en Colombie ils risquent de se retrouver au chômage. Tous les groupes armés et les acteurs institutionnels ont une responsabilité dans la situation de violence généralisée que vit le pays.

Mais alors comment expliquer que le pays en soit arrivé là ?

Tous ces facteurs sont importants pour expliquer la situation de violence que vit le pays mais la hiérarchie que l'analyse construit entre chacun d'entre eux n'est jamais innocente. Le plan Colombie privilégie les facteurs du narcotrafic et de la faiblesse de l'État pour justifier une politique de récupération de l'autorité de l'État qui ne tient pas toujours compte des réalités du pays et défend des intérêts spécifiques. Le candidat présidentiel et sans doute futur président colombien, Uribe, propose d'armer la société colombienne. Mais, chaque fois que la société colombienne s'est armée, elle a cessé d'être la société colombienne pour engendrer en réalité les groupes armés qui menacent sa sécurité.

Ma thèse, pas plus innocente je suppose que les autres, c'est que l'État colombien ne peut pas retrouver son autorité s'il ne permet pas la consolidation d'une véritable société civile capable d'assurer les objectifs de ses investissements. La décomposition sociale, le développement du narcotrafic et de la violence politique des guérillas me semblent liés à la faiblesse et à la division des contre-pouvoirs réprimés depuis les années 60

par la violence de l'État d'abord et des autres acteurs armés ensuite. La répression qui s'exerce contre les syndicats, les mouvements populaires et les mouvements politiques alternatifs est un fait récurrent de la réalité sociale colombienne. Les systèmes de représentation syndicale, sociale et politique réduisent les possibilités d'une opposition pacifique. Il est très difficile pour la société civile et une société politique alternative de se situer entre les différents acteurs institutionnels et armés qui déterminent la reproduction des conditions de la violence en Colombie. La violence n'est pas un fait nouveau en Colombie mais les facteurs de sa permanence historique et de sa nature actuelle doivent être sans doute recherchés dans la crise récurrente des systèmes de représentation garants de la paix civile. La Colombie n'a pas le monopole de la destruction, de l'exil et de la récupération des élites qui auraient pu assurer l'efficacité de ces systèmes de représentation. N'oublions pas que l'Argentine se trouve dans une situation économique dramatique suite à des politiques contre lesquelles il a peut-être manqué une opposition suffisamment solide. La situation actuelle de la Colombie manifeste plus généralement une crise des repères idéologiques, politiques et sociaux à laquelle aucune région du monde n'échappe. D'une certaine façon ce qui se passe actuellement en Colombie nous concerne tous. La violence n'est pas une spécialité colombienne mais, à l'intérieur de l'économie mondiale de la violence, la Colombie occupe une position spécifique qui explique les événements atroces qui font l'actualité quotidienne de ce pays.

Il faut donc maintenant évoquer les types de résistance de la société colombienne en général et de la société civile en particulier, c'est-à-dire aborder par exemple la dynamique de la campagne de Lucho Garzón et la forte mobilisation qu'elle a provoqué lors du 1^{er} mai. Cela au prochain épisode...

Propos recueillis par
Olivier Jakobowski